



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le

**04 JUIL. 2024**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 juin 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SABLIÈRES DE MEAUX**

90 avenue Henri Dunant  
77109 Meaux

Références : E24 - **1476**  
Code AIOT : 0006502240

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 juin 2024 de la carrière de sables et de graviers exploitée par la société SABLIÈRES DE MEAUX, implantée rue du Général de Gaulle sur la commune de Poincy (77470). L'inspection a été annoncée le 20 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SABLIÈRES DE MEAUX
- Rue du Général de Gaulle - 77470 Poincy
- Code AIOT : 0006502240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sablières de Meaux est autorisée par arrêté préfectoral n° 2019 DRIEE UD77 063 du 18 juillet 2019 à exploiter une carrière de sables et de graviers, une installation de traitement de matériaux et une centrale de fabrication de béton prêt à l'emploi sur la commune de Poincy.

L'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD77 132 du 27 octobre 2022 prolonge d'une durée de deux ans la finalisation de la remise en état de la carrière, jusqu'au 18 juillet 2024.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 27/10/2022, article 1 de l'annexe	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III-14	Sans objet
3	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III.15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SABLIERES DE MEAUX devra, dans un délai maximal de 15 jours :

- faire intervenir un écologue afin d'évaluer la population d'hirondelles du rivage ayant colonisé le front de la carrière et déterminer les actions à mettre en œuvre pour la préservation et la protection de cette communauté d'oiseaux ;
- solliciter une prolongation de son autorisation d'exploiter pour achever les travaux de remise en état de la carrière.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Remise en état du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2022, article 1 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Échéance pour la remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SABLIERES DE MEAUX n'est plus autorisée à réaliser des travaux d'extraction de sables silico-calcaires.  L'autorisation relative à la remise en état de la carrière est prolongée jusqu'au 18 juillet 2024.
<b>Constats :</b>  La société SABLIERES DE MEAUX a arrêté les travaux d'excavation et finalise les travaux de remise en état de la carrière. Elle estime à 6 mois la durée nécessaire pour remblayer la fosse de la carrière.  Toutefois, le calendrier prévu pour le réaménagement final est remis en cause par l'arrivée

d'hirondelles de rivage dans la carrière au cours du mois de juin. Ces oiseaux ont installé leurs nids dans le front vertical de la carrière.

Cette espèce d'oiseaux est protégée par la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature. Il est interdit à l'exploitant de détruire son habitat.

Cette communauté d'hirondelles est susceptible de rester sur site jusqu'aux mois de septembre ou octobre avant de migrer vers l'Afrique.

L'exploitant précise que, chaque année, les hirondelles de rivage nichent sur le site, mais s'installent habituellement au niveau d'un stock de sablons conservés volontairement pour leur offrir un habitat.

L'exploitant poursuit ces travaux de réaménagement sur un autre secteur de la carrière. Toutefois, la forte pluviométrie ralentit ces travaux de remblaiement.

L'exploitant indique qu'il va solliciter une prolongation de l'arrêté préfectoral pour une durée de 2 ans.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société SABLIERES DE MEAUX devra dans un délai maximal de 15 jours :

- faire intervenir un écologue afin d'évaluer la population d'hirondelles du rivage ayant colonisé le front de la carrière et déterminer les actions à mettre en œuvre pour la préservation et la protection de cette communauté d'oiseaux ;
- solliciter une prolongation de son autorisation pour achever les travaux de remise en état de la carrière.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Remise en état du site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III-14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en sécurité et remise en état

**Prescription contrôlée :**

(...)

II - La vocation du site à l'issue de sa remise en état est industrielle et agricole selon un modelé similaire aux terrains d'origine, et conformément aux dispositions de cessation d'activités susmentionnées. A terme, les terrains restitués retrouvent la cote d'origine :

sur le secteur 1 : de 47 m NGF à 52 m NGF d'est en ouest,

sur le secteur 2 : de 47 m NGF à 51 m NGF d'est en ouest.

La remise en état du site comprend notamment :

- La mise en sécurité des fronts d'exploitation. Celle-ci est assurée par le remblayage intégral des excavations, dans les conditions prévues à l'article III.15.

- Le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures (aires étanches, locaux, pistes...), infrastructures, équipements et stocks n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site. Tous les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont définitivement évacués du site en fin d'exploitation. Les produits polluants et déchets sont valorisés ou éliminés dans des installations dûment régies à cet effet.
- Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées.

Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

- L'arasement des exhaussements liés à l'activité de la carrière et des installations de traitement au niveau originel du sol.
- Les terrains où l'activité extractive a été pratiquée et destinés à l'usage agricole sont remblayés avec les remblais extérieurs, des stériles de la découverte sur lesquels est procédé un décompactage profond suivi d'un régalinge des terres végétales.

Le régalinge final est d'un minimum de 30 à 50 cm de terres végétales pour les secteurs à vocation de culture. Il est pratiqué en veillant particulièrement à la régularité des terrains pour éviter la création de « mouillères ».

- Le bassin de récupération des eaux pluviales, d'une superficie d'environ 1500 m<sup>2</sup>, situé sur les parcelles C37 et C38 est conservé.
- L'accès aménagé est conservé, ainsi qu'une zone stabilisée au nord.
- Une bande boisée est créée le long de la ligne SNCF.
- Une haie située près de la RD17a et aux abords du bassin est créée. Elle est constituée de prunelliers, cornouillers sanguins, viorne obier, saules.

Le plan de l'état final prévu, avec la destination des différents secteurs et leurs cotes caractéristiques, figure en annexe du présent arrêté.

#### **Constats :**

L'exploitant a engagé les travaux de remblayage de la fosse pour un retour à la cote d'origine.

La bande boisée le long de la RD17a a été créée.

L'exploitant précise qu'il ne dispose pas de structure, infrastructure ou équipements au niveau de la carrière. La plate-forme industrielle (installation de traitement des matériaux, centrale à béton) sera conservée après la remise en état de la carrière, conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Remblayage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III.15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Qualité et traçabilité des remblais

**Prescription contrôlée :**

(...)

Le remblayage est réalisé avec les matériaux extraits du site (terres de découvertes, matériaux non valorisables, fines argileuses issues du lavage des matériaux) ainsi qu'avec des matériaux d'origine extérieure. Ces derniers ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont constitués de déblais de chantiers de terrassement. Ils sont préalablement triés à la source de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes et à écarter tout déchet tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc..

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux apportés sont conformes à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones et les niveaux de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi ;
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- il vérifie visuellement la nature des matériaux ;
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé ;
- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît, après le départ du véhicule, que la nature n'est pas conforme aux prescriptions du présent article peuvent être stockés dans une benne présente sur le site sur une aire de dépôt tampon. Cette benne de refus est évacuée par les soins de l'exploitant vers un centre de traitement et d'élimination adéquat et dûment autorisé. La quantité stockée ne dépasse pas un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement ou d'élimination.

Ces différentes opérations sont reportées dans le registre susvisé.

#### **Constats :**

L'exploitant remblaie avec les stocks de sablons de mauvaise qualité, issus de l'exploitation de la carrière, ainsi qu'avec des remblais extérieurs.

Les remblais extérieurs viennent des chantiers locaux. Il s'agit de terres de terrassement.

Chaque apport fait l'objet d'une déclaration d'acceptation préalable (DAP) afin de connaître l'origine des matériaux et contrôler leur caractère inerte. Ce document mentionne la provenance, leurs quantités, leurs caractéristiques, le nom du transporteur. Ce document, validé par la société SABLIERES DE MEAUX constitue le bordereau de suivi.

L'exploitant tient à jour un registre des admissions sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur/producteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les chargements des camions sont contrôlés au niveau du pont-bascule à l'aide d'une caméra et lors du déchargement des camions au droit de la carrière.

Les matériaux, dont la qualité a été contrôlée et validée par l'exploitant sont ensuite poussés vers la fosse pour la remblayer.

**Type de suites proposées : Sans suite**

